

Domaine Droit, Economie, Administration, Mention Droit, Spécialité Droit

RNCP7216 · RNCP · Publiée

L'essentiel

Niveau de qualification	Niveau 7
Sigle	MASTER — Master
Code(s) NSF	128
Code(s) ROME	K1903, C1503, K1404, K1403
Type d'enregistrement	Enregistrement de droit
Date d'échéance	31/10/2019

Certificateur(s)

Ministère chargé de l'enseignement supérieur

Université de Valenciennes et du Hainaut-Cambrésis

<http://www.univ-valenciennes.fr>

Résumé de la certification

OBJECTIFS ET CONTEXTE

A compléter (Reprise)

ACTIVITÉS VISÉES

Le professionnel conseille, dans le domaine du droit, les personnes physiques ou morales (sociétés, associations, collectivités publiques...) sur des problèmes ou actions ayant des implications juridiques, avec pour objectifs : - d'organiser l'application du droit ;

- de respecter et de faire respecter la législation et la réglementation et de les adapter aux besoins du client ou de l'utilisateur par l'étude et l'interprétation des textes juridiques ;
- d'orienter le client dans l'environnement institutionnel judiciaire et parajudiciaire
- de participer à la négociation des contrats
- de défendre les intérêts du client ou de l'utilisateur ;
- de rédiger ou de faire rédiger des actes (authentiques ou sous seing privé).

Il étudie de façon permanente et analyse les différents éléments de la documentation juridique et organise la veille juridique.

Dans le cadre du parcours Droit de l'immobilier et de son financement, le professionnel traite l'ensemble des questions juridiques relatives aux opérations de construction et de gestion de l'immeuble construit. Pour le montage d'opérations chez un promoteur, il apporte ses connaissances en droit de l'urbanisme et de la construction. Dans les grands cabinets de gestion, il se charge notamment du contentieux (procédure d'expulsion, impayés...) mais également de l'organisation des copropriétés ou de la gestion des sociétés civiles. Dans une grande entreprise, il joue un rôle de conseil en matière de financement et de fiscalité immobilière afin d'éviter de futurs litiges, rédige les contrats, suit les contentieux...

Dans le cadre du parcours droit des contrats publics, le professionnel intervient à tout moment sur l'ensemble des problématiques liées à la passation, la gestion, le suivi et l'exécution des différents contrats publics (marchés publics, délégations de services publics, concessions d'aménagement...). Outre la maîtrise des enjeux juridiques tant de la commande publique que de l'usage du contrat dans l'action publique, il devra éprouver le maniement des pièces contractuelles, de leur élaboration à leur exécution.

Dans le cadre du parcours droit et pratiques des contrats internationaux, le juriste acquiert une spécialisation le

mettant en relation avec les juristes d'autres pays. Il utilise de manière permanente la langue anglaise et pratique couramment une ou deux autres langues étrangères. Rodé à la procédure d'arbitrage international, il peut intervenir sur des opérations de nature et de complexité variables : opération de fusion, concentration, contrats commerciaux, garanties, transport.

Dans le cadre du Parcours justice et médiation, le professionnel guide les personnes en conflit au sein des différentes institutions judiciaires et parajudiciaires et suit les procédures, notamment civiles et pénales y compris dans un contexte international.

COMPÉTENCES ATTESTÉES

Dans le cadre de la certification, les compétences communes suivantes sont évaluées :

- Prévenir et résoudre des litiges en interprétant le droit.
- Proposer des solutions amiables ou judiciaires aux litiges.
- Fournir des informations et des conseils argumentés dans le domaine juridique et de la procédure.
- Intégrer les affaires juridiques des entreprises à leur environnement économique.
- Se documenter, utiliser les bases de données juridiques
- Rédiger différents types de documents (actes, contrats...)
- Analyser et synthétiser rapidement les faits exposés par le client ou l'employeur et identifier les problèmes juridiques.
- Appliquer des processus méthodologiques rigoureux à des affaires très différentes.
- Ecouter les personnes en situation difficile.
- Etablir des relations de confiance avec les clients, les usagers ou l'employeur.
- Déléguer à ses collaborateurs les travaux de préparation et de suivi des affaires courantes.
- Respecter la confidentialité des affaires.

Le certifié est évalué sur les compétences spécifiques suivantes selon le parcours de formation.

Dans le cadre du parcours Droit de l'immobilier et de son financement, il doit être capable :

- de traiter l'ensemble des questions juridiques liées aux opérations de construction et de gestion de l'immeuble (construction et constructibilité, financement et fiscalité, vente et gestion),
- de conseiller les acteurs de l'immobilier (banque, constructeur, bailleur, syndicat de copropriétaires)
- de proposer des solutions amiables ou juridictionnelles aux litiges immobiliers,
- d'optimiser la dimension financière et fiscale d'une opération immobilière.

Dans le cadre du parcours Droit des Contrats Publics, il doit être capable de :

- suivre l'environnement des contrats publics
- négocier les contrats publics
- rédiger les contrats et les avis d'appels publics à la concurrence
- suivre l'exécution des contrats
- évaluer les enjeux et les risques liés à la commande publique
- présenter, exposer la règle juridique auprès des parties aux contrats publics (pouvoirs adjudicateurs, opérateurs publics et privés)
- instruire les dossiers à titre de contrôle et de redressement (notifications administratives, poursuites, instruction de dossiers contentieux).
- Rendre compte de la conduite des travaux devant les autorités hiérarchiques et les instances de coordination des politiques de l'Etat.
- utiliser l'outil informatique en vue de la rédaction de contrats.
- Gérer les tensions et les situations conflictuelles.
- Déléguer à ses collaborateurs des travaux de préparation et de suivi des affaires courantes.

Dans le cadre du parcours Droit et pratique des Contrats Internationaux, le professionnel doit

- analyser les problématiques juridiques particulières des affaires internationales
- Négocier les contrats touchant potentiellement à tous les domaines de la vie internationale de l'entreprise (agence/distribution, achats/vente, maîtrise d'oeuvre, société, social...)
- Intégrer les caractéristiques culturelles des contractants étrangers dans la conduite des négociations
- Contrôler l'exécution des contrats internationaux
- Evaluer les risques contractuels et identifier les techniques de protection et de prévention adaptées
- Participer à une négociation d'affaire en langue anglaise.
- Appliquer les procédures judiciaires et parajudiciaires
- Appliquer les règlements d'arbitrage international

- Appliquer les conventions fiscales bilatérales
- Résoudre les problématiques sociales internationales
- Résoudre les problématiques inhérentes au droit international des sociétés
- Identifier et évaluer l'impact des spécificités des systèmes juridiques étrangers sur les contrats

Dans le cadre du Parcours justice et médiation :

- Accompagner les personnes en conflit au sein des différentes institutions judiciaires et parajudiciaires
- Suivre le déroulement des procédures notamment civiles et pénales
- Appliquer les nouvelles méthodes de résolution des litiges (médiation, conciliation et arbitrage)
- Appliquer le droit relatif aux personnes en difficulté et aux mineurs (surendettement, tutelle, victime, délinquance).
- Evaluer les dommages corporels

Secteur d'activité et type d'emploi

SECTEURS D'ACTIVITÉS

Le professionnel exerce ces activités en étude, Cabinet Conseil, Entreprise, Association, Organisations professionnelles ou syndicales, Administration, collectivités territoriales, entreprises à caractère privé, public ou parapublic et dans des secteurs d'activité très variés : - Banque.

- Assurance
- Services
- Immobilier
- Industrie

TYPE D'EMPLOIS ACCESSIBLES

L'exercice des emplois décrits ci-dessous ne requiert pas de conditions de concours ou de qualifications supplémentaires.

Juriste en cabinet d'avocats

Conseiller juridique et fiscal

Juriste de services contentieux

Juriste d'entreprise

Juriste dans l'immobilier

Juriste de collectivités territoriales

Médiateur

Responsable de service contentieux et recouvrement

Responsable de service juridique

RÈGLEMENTATIONS D'ACTIVITÉ

L'activité pouvant s'exercer dans le cadre d'un service public, il peut être nécessaire de passer par la voie du concours. De même, certaines professions ne peuvent s'exercer que dans un cadre réglementé (avocat, huissier, administrateur judiciaire).

Loi n° 71-1130 du 31 décembre 1971 modifiée portant réforme de certaines professions judiciaires et juridique et décret n° 91-1197 du 27 novembre 1991 modifié organisant la profession d'avocat.

La médiation judiciaire a été instituée en France par la loi n° 95-125 du 8 février 1995 (décret du 22 juillet 1996) relative à l'organisation des juridictions et à la procédure civile, pénale et administrative.

Marché du travail

Indicateurs au niveau des familles professionnelles (FAP) des métiers visés, agrégés au niveau national — France Travail / DARES (open data).

Tension de recrutement (DARES 2024)	Modérée (3/5) Moyenne pondérée par l'emploi ; les familles ci-dessous s'échelonnent de 1 à 5 sur 5.
Facteurs principaux	Lien formation-emploi, Manque de main-d'œuvre disponible
Salaire médian (mensuel)	2 448 €

Diplôme le plus fréquent	Diplôme de niveau bac+5 ou plus (doctorat, master ou équivalent) en sciences humaines et droit (58 % des actifs en emploi)
Familles professionnelles (FAP)	L5X91 — Juristes et avocats · tension 3/5 (Modérée) R3X84 — Employés et professions intermédiaires de l'immobilier · tension 5/5 (Très élevée) R4X93 — Cadres agents immobiliers et syndics · tension 1/5 (Très faible)
Projets de recrutement (BMO 2026)	14 491
Jugés difficiles à recruter	50 %
Emplois saisonniers	4 %
Familles professionnelles (FAP)	L5X91 — Juristes et avocats R3X84 — Employés et professions intermédiaires de l'immobilier R4X93 — Cadres agents immobiliers et syndics

Voies d'accès

MODALITÉS D'ACCÈS

Formation initiale, Formation continue, Contrat de professionnalisation, Candidature individuelle, VAE

PRÉREQUIS À L'ENTRÉE EN FORMATION

A compléter (Reprise)

COMPOSITION DU JURY — FORMATION INITIALE

Enseignants, enseignants-chercheurs et professionnels

COMPOSITION DU JURY — FORMATION CONTINUE, CONTRAT DE PROFESSIONNALISATION, CANDIDATURE INDIVIDUELLE, VAE

Idem

Base légale

Date d'échéance de l'enregistrement	31/10/2019
-------------------------------------	------------

Pour plus d'informations

Fiche officielle (France Compétences)

<https://www.francecompetences.fr/recherche/rncp/7216/>